



Séance ordinaire du mardi 6 décembre 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le six décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Environnement

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Laurent JAOLU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Bernard MODOT, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnine AKBARALY, Mohed ALTRAD, William ARS, Boris BELLANGER, Florence BRAU, Michelle CASSAR, Sébastien COTE, Alenka DOULAIN, Maryse FAYE, Clare HART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Joël RAYMOND, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Célia SERRANO, Joëlle URBANI, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Hind EMAD, Julie FRÊCHE, Stéphanie JANNIN, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre RICO, Bernard TRAVIER

Environnement - Contrat d'action et performance entre Montpellier Méditerranée Métropole et CITEO pour la valorisation des emballages ménagers et papiers - Avenants n°1 aux contrats de reprise conclus avec les repreneurs pour la valorisation des matériaux issus des collectes sélectives - Autorisation de signature

Monsieur François VASQUEZ, Vice-Président, rapporte :

Par délibération n° 15156 du 20 décembre 2017, le Conseil de Métropole a approuvé la signature avec la société CITEO, agréée par les pouvoirs publics dans le cadre de la Responsabilité Elargie des Producteurs – REP - du contrat type dénommé « *Contrat Action et Performance CAP – Barème F* » portant sur la période 2018-2022, faisant suite au précédent contrat « *Barème E* » approuvé par délibération n°10140 du 21 avril 2011. Ce contrat a pour objectif principal d'assurer la valorisation des déchets ménagers issus des collectes sélectives d'emballages ménagers en garantissant la reprise des matériaux triés selon les différents standards et le versement aux collectivités des soutiens financiers correspondant selon des barèmes pré-définis. Pour mémoire, le montant des sommes perçues au titre du soutien à la tonne triée s'élève, pour le dernier exercice clos 2021, respectivement à 3 797 253 € pour les emballages et 213 421 € pour les papiers graphiques.

Le contrat prévoyait également des appels à projet pour optimiser la collecte, améliorer les performances, et le soutien aux nouvelles installations de tri s'inscrivant dans le cadre de l'extension des consignes de tri au titre desquelles la Métropole a été déclarée lauréate et a bénéficié de l'aide financière de CITEO pour un montant de 950 000 € pour l'extension/réhabilitation du centre de tri DEMETER dont la mise en service a eu lieu au dernier trimestre 2019.

Le « *CAP barème F* » devait prendre fin au 31 décembre 2022, après que les pouvoirs publics aient adopté le nouveau cahier des charges à appliquer aux éco organismes. L'instruction du nouveau cahier des charges n'ayant pu être menée à son terme avant cette échéance, l'agrément en cours a été prolongé pour une durée d'un an couvrant donc l'année 2023.

Le nouveau cahier des charges d'agrément a été approuvé par arrêté du 30 septembre 2022 et publié le 9 octobre 2022, tout en intégrant la prise en compte de certaines dispositions de la loi n°2020-105 du 10 février 2020 relative à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire. Il introduit notamment les modalités de conversion des soutiens non dépensés au niveau national en année n, en soutien à l'investissement en année n+1, ainsi que des modalités de prise en charge des coûts de nettoyage et de traitement des déchets d'emballages ménagers abandonnés dans l'espace public, et de soutien à la généralisation de la collecte séparée pour recyclage des déchets d'emballages de produits consommés hors foyer.

Il actualise également les montants des soutiens financiers versés aux collectivités territoriales pour la collecte et le tri des déchets d'emballages ménagers comme suit :

| Matériau | Acier | Aluminium | Papier Carton Non Complexé PCNC | Papier Carton Complexé PCC | Papier Carton en Mélange PCM | Plastique | Verre |
|-------------------------|-------|-----------|---------------------------------|----------------------------|------------------------------|-----------|-------|
| Barème 2018/2022 en €/T | 62 | 400 | 150 | 300 | 100 | 660 | 7 |
| Barème 2023 en €/T : | 68 | 439 | 165 | 329 | 100 | 725 | 7 |

Le nouveau contrat type sera adressé aux collectivités pour signature début 2023.

Consécutivement, il convient de prolonger pour la même durée d'un an couvrant l'année 2023, les contrats conclus avec les repreneurs par la Métropole pour la valorisation des emballages, par matériau et pour chaque standard, dans l'attente de l'élaboration des nouveaux cahiers des charges permettant à la Métropole d'organiser une nouvelle procédure de mise en concurrence des opérateurs. Ceux-ci concernent pour les différents matériaux :

- Fibreux - Papier / carton (hormis la sorte « *Journaux-Revues-Magazines* » : contrat conclu avec la société SMN dans le cadre des contrats type de reprise « *option fédérations* » conclu à l'issue d'une procédure de mise en concurrence ;
- Fibreux - Papier sorte « *Journaux-Revues-Magazines* » : contrat tripartite conclu avec la société SMN et la papeterie NORSKE SKOG Golbey dans le cadre des contrats type de reprise « *option fédérations* » conclu à l'issue d'une procédure de mise en concurrence ;
- Plastiques (hors flux de développement) : contrat conclu avec la société PAPREC dans le cadre des contrats type de reprise « *option fédérations* » conclu à l'issue d'une procédure de mise en concurrence ;
- Métaux ferreux : Contrat avec la société SUEZ RV Méditerranée SAS dans le cadre des contrats type de reprise « *option fédérations* » conclu à l'issue d'une procédure de mise en concurrence ;
- Métaux non ferreux : Contrat avec la société SUEZ RV Méditerranée SAS dans le cadre des contrats type de reprise « *option fédérations* » conclu à l'issue d'une procédure de mise en concurrence, incluant la modification de la mercuriale de référence ;
- Verre : Contrat avec la société O-I France selon l'accord-cadre « *reprise option filière* » conclu entre CITEO/Adelphe et la Chambre Syndicale des Verreries Mécaniques de France –CSVMF- avenant subséquent à conclure entre la Métropole et le repreneur, en tant que repreneur désigné par la CSVMF ;
- Plastiques flux de développement : Contrat conclu avec CITEO, dans le cadre des contrats type « *reprise titulaire* », CITEO constituant l'opérateur exclusif de reprise des plastiques flux de développement.

S'agissant de ces deux derniers flux, les contrats de reprise étant directement liés au cahier des charges CITEO, les projet d'avenant correspondants seront transmis aux collectivités pour signature début 2023.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les termes des contrats proposés par CITEO pour les soutiens à la valorisation des emballages ménagers et des papiers graphiques à compter du 1^{er} janvier 2023 ;
- D'approuver les projets d'avenants à conclure avec les repreneurs à compter du 1^{er} janvier 2023 ;
- De dire que les crédits correspondants sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer le contrat, les avenants ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 85 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 15/12/22

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 16 décembre 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20221206-210234-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 16/12/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Négoces_Ferreux_SUEZ RV_Avenant 01_prolongation.doc
- Négoces_non-Ferreux_SUEZ RV_Avenant 01_prolongationV2.doc
- Négoces_Fibreux_SMN_Avenant 01_prolongation.doc
- Négoces_JRM_SMN-NS_Avenant 02_prolongation.doc
- Négoces_Plastiques_PAPREC_Avenant 01_prolongation (002).doc

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.